

ARTICLE DE L'AGENCE EUROPE
DU 14 FEVRIER 2007

PE/CONSEIL EUROPEEN: le Parlement indique de façon détaillée ce qu'exige pour lui la réussite de la stratégie de Lisbonne

*Strasbourg, 14/02/2007 (Agence Europe) - Pour le Parlement européen, le Conseil européen de printemps doit déboucher sur des résultats concrets: dans la résolution adoptée le 14 février (438 voix pour, 103 contre, 30 abstentions), il dissèque en rentrant dans les détails les éléments qui (avec des ressources financières suffisantes et bien ciblées) doivent être réunis pour réaliser la Stratégie de Lisbonne, à savoir: - **Croissance, compétitivité, emploi. - Créer de l'emploi et multiplier les chances**, en conciliant sécurité et flexibilité, en investissant dans une meilleure formation, en faisant un effort particulier pour les catégories les plus vulnérables, en augmentant la part de femmes au travail et en permettant de travailler au-delà de l'âge de la retraite, sur base volontaire. Il plaide aussi pour l'apprentissage tout au long de la vie et la réduction de la charge fiscale sur l'emploi. En même temps, le PE reconnaît qu'il est de la responsabilité des chômeurs d'accepter les offres d'emploi et prie les Etats membres de revoir les modèles sociaux inefficaces. - **Elimination des déficits persistants du marché intérieur**. Un marché intérieur dynamique est fondamental face à la mondialisation: le PE prône donc l'élimination de toutes les entraves aux échanges (en rendant notamment contraignante la jurisprudence en la matière de la Cour de justice), une mise en vigueur cohérente de la directive sur les services, ainsi qu'une meilleure politique de la propriété intellectuelle, des brevets et des marchés publics. - **Renforcer la compétitivité extérieure de l'Union**, en rejetant le protectionnisme. - **Renforcer la capacité d'innovation de l'Union** en investissant et en favorisant les initiatives technologiques communes. - **Garantir des politiques énergétiques durables dans des conditions écologiquement acceptables**. Il ne s'agit pas d'uniformiser les politiques nationales, mais de favoriser la concurrence tout en assurant la durabilité et la sécurité des approvisionnements. Le PE reconnaît l'importance du nucléaire (dont la poursuite doit être décidée sur le plan national) mais aussi les risques qu'il présente. - **Améliorer la gouvernance de Lisbonne, c'est-à-dire mieux légiférer**, et **assurer une transposition meilleure et plus rapide dans le droit national**.*

Le débat dégage une large identité de vues

Après l'intervention, mardi matin devant la plénière, de la chancelière Angela Merkel sur le Conseil européen des 8/9 mars prochains (EUROPE N° 9365), les députés européens ont consacré dans l'après-midi, en présence du secrétaire d'Etat allemand Günter Gloser, un long débat à ce Sommet européen qui sera essentiellement consacré à la politique énergétique et à la lutte contre le changement climatique. La Belge Marianne Thyssen a récapitulé les domaines qui, selon son groupe, le PPE-DE, doivent être prioritaires lors du Sommet européen de mars: outre l'énergie et le changement climatique, il s'agit de l'achèvement du marché intérieur, « *aussi pour le consommateur et les PME* », de la simplification administrative, de la recherche et de l'innovation. « *C'est indispensable si nous voulons atteindre nos objectifs en termes de*

croissance économique et de création d'emplois », a-t-elle dit. En ce qui concerne la politique énergétique de l'UE, Mme Thyssen a précisé que « *pour une majorité de notre groupe, l'énergie nucléaire y a aussi sa place* ». Pour le groupe socialiste, le Luxembourgeois Robert Goebbels a regretté qu'« *à un moment où les problèmes globaux s'accumulent, certains États membres de l'Union sont tentés par le nationalisme* ». « *Or, l'enseignement indiscutable de la mondialisation en cours est que même l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne ou encore la Pologne pèsent trop peu devant la montée prévisible de certaines grandes nations* ». En matière énergétique, « *s'il est évident que l'Europe doit donner l'exemple, il est non moins évident que nous n'allons pas pouvoir parer seuls aux problèmes globaux* ». Pour peser dans le débat global, l'Europe dispose d'« *atouts* », a poursuivi M. Goebbels: « *Nous restons la première puissance économique, générant 30% du produit mondial brut* ». La stratégie de Lisbonne « *reste toujours d'actualité, même si les progrès sont désespérément lents, notamment en matière de recherche et d'innovation. Le prochain sommet fournit l'occasion d'un nouveau départ. Toutes les analyses sont faites, tous les problèmes sont connus. Le temps des décisions concrètes doit arriver, la relance politique de l'Europe doit se faire au plus tard en juin; c'est en tout cas l'ambition des socialistes* », a-t-il dit. Pour le groupe ALDE, Graham Watson, le problème de la stratégie de Lisbonne est que « *certaines États membres ont essayé de bricoler, plutôt que de réformer leurs systèmes* ». « *Lisbonne marchera seulement si des réformes sont faites partout en Europe* ». Sur le changement climatique, le groupe ALDE pense qu'il est indispensable d'investir dans des « *technologies vertes* ». Les grands défis pour l'UE sont le développement et l'environnement, selon Cristiana Muscardini, qui, en parlant pour le groupe Union pour une Europe des Nations, a profité de cette occasion pour critiquer « *une certaine gauche européenne qui demande toujours davantage de législation* », en citant notamment le ministre italien de l'Environnement. C'est la future politique de l'environnement et de l'énergie qui préoccupe Rebecca Harms, pour les Verts/ALE. Tout en félicitant la Commission pour ses efforts, elle n'est pas convaincue que les objectifs fixés par le paquet énergie soient vraiment susceptibles d'atteindre les résultats voulus en ce qui concerne le réchauffement de la planète. Et elle s'indigne du fait que la sécurité tellement vantée des centrales nucléaires européennes n'ait jamais fait l'objet d'un débat approfondi. Pour Gabriele Zimmer (GUE/NGL, allemande), les objectifs énergétiques et d'environnement doivent être placés dans un contexte résolument socio-écologique, sans oublier que la libéralisation des marchés sert généralement aux forts et n'aide pas les faibles. De son côté, le Britannique Nigel Farage (Indépendance et Démocratie) a réitéré ses attaques contre les « *discussions secrètes* » qui auraient lieu actuellement à Berlin pour avancer dans l'adoption de la Constitution, et l'Autrichien Andreas Mølzer (groupe Identité, Tradition et Souveraineté) a plaidé pour une politique familiale favorisant la natalité, ainsi que pour un « *protectionnisme raisonnable* » vis-à-vis de l'étranger. Dans un certain sens, a remarqué le Finlandais Alexander Stubb (PPE/DE), nous pouvons remercier Vladimir Poutine d'avoir mis la question énergétique à notre ordre du jour: maintenant, il faut décider et agir. Les Européens ont enfin compris que les problèmes énergétiques ne peuvent être résolus seulement sur le plan national, a fait valoir l'Allemand Klaus-Heiner Lehne, du même groupe: ils devraient maintenant donner le bon exemple aux autres en misant sur l'efficacité énergétique. Et sur la diversification, ajoute le socialiste autrichien Hannes Swoboda. Le cheval de bataille d'autres parlementaires est la réalisation du marché unique. Le conservateur britannique Malcolm Harbour demande que la Commission présente un document stratégique sur cette question. Dans tout cela, il ne faut pas oublier les citoyens, et ce

qui compte pour eux. Concurrence: voici un concept qu'ils peuvent accepter s'il ne va pas contre leurs intérêts, constate le socialiste français Bernard Poignant, et il en va de même avec la flexibilité ; mais, à son avis, il faudrait réintroduire la « *petite musique* » un peu oubliée de l'« *harmonisation* », notamment dans les domaines social, environnemental, fiscal. Cette dernière est réclamée *expressis verbis* par le Vert belge Pierre Jonckheer, qui dénonce le scandale qui permet aux citoyens nantis d'échapper à la progressivité des impôts et demande à Angela Merkel et, éventuellement, à Ségolène Royal d'assurer l'application d'un impôt minimum sur les sociétés. Le Portugais José Silva Peneda (PPE/DE) invite de son côté à ne pas voir la stratégie de Lisbonne comme une tentative libérale menaçante pour les individus: au contraire les politiques sociales peuvent trouver leur meilleur épanouissement dans le cadre de cette stratégie. Les conditions économiques jouent en faveur de ce développement, constate l'Espagnol Cristobal Montoro Romero, du même groupe: la relance actuelle ne semble pas un phénomène passager et devrait faciliter la mise en œuvre de réformes.

Mieux légiférer, voici un autre objectif qui tient à cœur aux membres du Parlement. Notamment l'Autrichien Othmar Karas (PPE/DE), qui réclame davantage de transparence, de contrôle, des procédures plus courtes, des rapports faisant le bilan de la situation. Dans le même groupe, la Française **Margie Sudre** a renouvelé sa défense du principe de subsidiarité: l'Union n' « *a pas vocation à se mêler de tout... mais elle doit parfois faire mieux là où elle apporte une véritable valeur ajoutée européenne* ».

(lg)